

Le Maroc verrouille du côté de Sebta

13.02.2020 | Le Maroc verrouille du côté de Sebta

Les autorités du préside occupé évoquent des “gestes d’hostilité”

«Les autorités marocaines aurait interdit lundi dernier l'accès à Sebta de quelque 10,5 tonnes de poisson frais que le Royaume livre quotidiennement au marché de cette ville et alimente une partie du secteur hôtelier local», a indiqué l'agence espagnole Europa Press.

Selon la même source, les autorités marocaines n'auraient donné « aucune explication » à cette décision décrite par leurs pairs du préside occupé de Sebta « comme une nouvelle étape dans l'hostilité envers cette ville en quête de son isolement».

«Tous les poissons que nous mangeons ici à Sebta viennent du Maroc. C'est un problème, s'il n'y a pas de poisson, vous me direz ce que nous mangerons», a déclaré un poissonnier au site El Pueblo de Ceuta.

« Cette décision des autorités de Rabat s'ajoute à d'autres gestes d'«hostilité» que dénonce depuis des semaines le gouvernement de Sebta présidé par Juan Vivas (Parti populaire)», a souligné la même source. Notamment la décision

marocaine de mettre fin à la contrebande dans cette région ou encore celle concernant la délimitation des frontières maritimes du Royaume.

« L'appel au «secours» lancé par les autorités locales à celles de la Nation espagnole n'a pas trouvé, pour l'instant, de réponse satisfaisante et, comme l'a rapporté le porte-parole du gouvernement (de Sebta), Carlos Rontomé (Parti populaire), la ville se sent « frustrée » et « impuissante »», a encore ajouté Europa Press.

Le problème de l'approvisionnement en poisson se pose également dans l'autre préside occupé de Mellilia dont les habitants et les professionnels commencent à sérieusement s'inquiéter puisque le poisson marocain représente le tiers de ce qui est y consommé quotidiennement, rapporte le journal El Faro de Melilla, qui impute la responsabilité de cette décision aux autorités douanières de la ville.

D'après la même source, une bonne partie des poissonneries du marché central de la ville, tenues en majorité par des Marocains, étaient fermées avant-hier et celles qui étaient ouvertes avaient très peu de poissons à proposer aux clients.

« Peu nous importe ce que pensent les autorités du préside occupé de Sebta des décisions marocaines», a affirmé Abdessalam Boutayeb, président du Centre de la mémoire commune pour la démocratie et la paix (CMCDP). Et d'ajouter dans une déclaration à Libé : « Ce qui importe, c'est le danger que constitue la contrebande pour l'économie nationale et comment le Maroc entend solutionner les problèmes qui se

posent là-bas ».

Selon notre interlocuteur, il y a deux éléments essentiels qu'il faut prendre en compte dans l'approche des problématiques de cette région.

« Elles ont certes un caractère économique puisque la contrebande a un impact négatif sur l'économie marocaine, mais il y a aussi l'aspect social puisque si l'on met fin à cette pratique, cela impactera la population locale qui en vit. Il faut donc une approche socioéconomique pour résoudre cette problématique », a-t-il mis en exergue.

Il convient de rappeler que la mission parlementaire de prospection sur la situation des enfants négligés et des femmes-mulets au point de passage de Bab Sebta s'est penchée sur cette problématique et a rendu récemment un rapport dans lequel elle a recommandé la création d'une zone commerciale franche à Fnideq afin de lutter contre la contrebande vivrière.

« Cette forme de contrebande se répercute non seulement sur la situation des femmes et hommes porteurs de marchandises, mais aussi sur les flux commerciaux entre les provinces de Tétouan et M'diq-Fnideq », a déploré le rapport.

Les auteurs du rapport ont plaidé pour une véritable alternative économique en offrant des avantages incitatifs pour les activités génératrices d'emplois dans les deux provinces et en veillant au lancement d'une zone industrielle sur le moyen terme susceptible d'absorber les femmes qui s'adonnent à la « contrebande vivrière ». En plus, ils ont préconisé la réalisation d'une étude socioéconomique sur les catégories sociales concernées afin de mieux cerner leurs conditions sociales, leur niveau d'étude et leurs besoins en termes d'accès au marché du travail.

Des projets socioéconomiques attendus dans les villes avoisinantes

«Les autorités marocaines aurait interdit lundi dernier l'accès à Sebta de quelque 10,5 tonnes de poisson frais que le Royaume livre quotidiennement au marché de cette ville et alimente une partie du secteur hôtelier local», a indiqué l'agence espagnole Europa Press.

Selon la même source, les autorités marocaines n'auraient donné « aucune explication » à cette décision décrite par leurs pairs du préside occupé de Sebta « comme une nouvelle étape dans l'hostilité envers cette ville en quête de son isolement».

«Tous les poissons que nous mangeons ici à Sebta viennent du Maroc. C'est un problème, s'il n'y a pas de poisson, vous me direz ce que nous mangerons», a déclaré un poissonnier au site El Pueblo de Ceuta.

« Cette décision des autorités de Rabat s'ajoute à d'autres gestes d'«hostilité» que dénonce depuis des semaines le gouvernement de Sebta présidé par Juan Vivas (Parti populaire)», a souligné la même source. Notamment la décision marocaine de mettre fin à la contrebande dans cette région ou encore celle concernant la délimitation des frontières maritimes du Royaume.

« L'appel au «secours» lancé par les autorités locales à celles de la Nation espagnole n'a pas trouvé, pour l'instant, de réponse satisfaisante et, comme l'a rapporté le porte-parole du gouvernement (de Sebta), Carlos Rontomé (Parti populaire), la ville se sent « frustrée » et « impuissante »», a encore ajouté Europa Press.

Le problème de l'approvisionnement en poisson se pose également dans l'autre préside occupé de Mellilia dont les habitants et les professionnels commencent à sérieusement s'inquiéter puisque le poisson marocain représente le tiers de ce qui est consommé quotidiennement, rapporte le journal El Faro de Melilla, qui impute la responsabilité de cette décision aux autorités douanières de la ville.

D'après la même source, une bonne partie des poissonneries du marché central de la ville, tenues en majorité par des Marocains, étaient fermées avant-hier et celles qui étaient ouvertes avaient très peu de poissons à proposer aux clients.

« Peu nous importe ce que pensent les autorités du préside occupé de Sebta des décisions marocaines », a affirmé Abdessalam Boutayeb, président du Centre de la mémoire commune pour la démocratie et la paix (CMCDP). Et d'ajouter dans une déclaration à Libé : « Ce qui importe, c'est le danger que constitue la contrebande pour l'économie nationale et comment le Maroc entend solutionner les problèmes qui se posent là-bas ».

Selon notre interlocuteur, il y a deux éléments essentiels qu'il faut prendre en compte dans l'approche des problématiques de cette région.

« Elles ont certes un caractère économique puisque la contrebande a un impact négatif sur l'économie marocaine, mais il y a aussi l'aspect social puisque si l'on met fin à cette pratique, cela impactera la population locale qui en vit.

Il faut donc une approche socioéconomique pour résoudre cette problématique », a-t-il mis en exergue.

Il convient de rappeler que la mission parlementaire de prospection sur la situation des enfants négligés et des femmes-mulets au point de passage de Bab Sebta s'est penchée sur cette problématique et a rendu récemment un rapport dans lequel elle a recommandé la création d'une zone commerciale franche à Fnideq afin de lutter contre la contrebande vivrière.

« Cette forme de contrebande se répercute non seulement sur la situation des femmes et hommes porteurs de marchandises, mais aussi sur les flux commerciaux entre les provinces de Tétouan et M'diq-Fnideq », a déploré le rapport.

Les auteurs du rapport ont plaidé pour une véritable alternative économique en offrant des avantages incitatifs pour les activités génératrices d'emplois dans les deux provinces et en veillant au lancement d'une zone industrielle sur le moyen terme susceptible d'absorber les femmes qui s'adonnent à la «contrebande vivrière». En plus, ils ont préconisé la réalisation d'une étude socioéconomique sur les catégories sociales concernées afin de mieux cerner leurs conditions sociales, leur niveau d'étude et leurs besoins en termes d'accès au marché du travail.

Source

: https://www.libe.ma/Le-Maroc-verrouille-du-cote-de-Sebta_a115633.html

Mourad Tabet